



FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

P R O S P E C T U S

Août 2012

Les souscriptions ne peuvent être effectuées que sur base de ce prospectus, du dernier rapport annuel et du dernier rapport semestriel, si celui-ci est plus récent que le rapport annuel.

Les bulletins de souscription et conversion peuvent être obtenus sur simple demande :

- auprès du Sous-agent de transfert, European Fund Administration S.A., 2, rue d'Alsace, B.P. 1725, L-1017 Luxembourg,*
- auprès d'Aurea Finance Company, 50, rue Basse, L-7307 Steinsel.*

Les actions FIT FUND sont cotées en Bourse de Luxembourg.

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

Important

Si vous avez des doutes quant au contenu de ce document, vous devriez consulter votre agent de change, banquier, avocat, comptable ou conseil financier.

FIT FUND est inscrit sur la liste officielle des organismes de placement collectif conformément à la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif. Cet enregistrement n'exige toutefois pas d'une autorité luxembourgeoise quelconque d'approuver ou de désapprouver soit le caractère adéquat ou l'exactitude du présent Prospectus, ou le portefeuille de titres détenu par le SICAV. Toute déclaration contraire serait non autorisée et illégale.

Sous réserve de ce qui précède, aucune démarche n'a été entreprise afin de permettre l'offre d'actions de la SICAV ou la distribution du présent prospectus dans tout pays dont les dispositions législatives exigeraient une démarche à cet effet. En conséquence, ce prospectus ne peut être utilisé à des fins d'offre ou de sollicitation de vente dans tout pays ou dans toute circonstance où une telle offre ou sollicitation n'est pas autorisée.

La SICAV attire l'attention des investisseurs sur le fait que tout investisseur ne pourra pleinement exercer ses droits d'investisseur de façon directe à l'encontre de la SICAV [notamment le droit de participer aux assemblées générales des actionnaires] que dans le cas où l'investisseur figure lui-même et en son nom dans le registre des actionnaires de la SICAV. Dans les cas où un investisseur investit dans la SICAV par le biais d'un intermédiaire investissant dans la SICAV en son nom mais pour le compte de l'investisseur, certains droits attachés à la qualité d'actionnaire ne pourront pas nécessairement être exercés par l'investisseur directement vis-à-vis de la SICAV. Il est recommandé à l'investisseur de se renseigner sur ses droits. »

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

SOMMAIRE

	LA SICAV ET LES INTERVENANTS	4
1.	DESCRIPTION DE LA SICAV	7
2.	OBJECTIF DE LA SICAV	7
3.	PLACEMENTS ELIGIBLES	7
4.	RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT	9
5.	RISK MANAGEMENT	15
6.	GESTIONNAIRES	15
7.	CONSEILLERS EN INVESTISSEMENTS	15
8.	BANQUE DEPOSITAIRE ET ADMINISTRATION CENTRALE	15
9.	DESCRIPTION DES ACTIONS, DROITS DES ACTIONNAIRES ET POLITIQUE DE DISTRIBUTION	16
10.	ENTITES HABILITEES A RECEVOIR LES ORDRES DE SOUSCRIPTION, DE REMBOURSEMENT ET DE CONVERSION	16
11.	SOUSCRIPTIONS, REMBOURSEMENTS ET CONVERSIONS	16
12.	DEFINITION ET CALCUL DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE	17
13.	FISCALITE DE LA SICAV ET DES ACTIONNAIRES	17
14.	RAPPORTS FINANCIERS	18
15.	INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES	18
	FICHES SIGNALETIQUES DES COMPARTIMENTS	

STATUTS

Nul ne peut faire état d'autres renseignements que ceux figurant dans le présent prospectus et les présents statuts, ainsi que dans les documents mentionnés par ces derniers.

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

LA SICAV ET LES INTERVENANTS

Nom de la SICAV	FIT FUND
Siège social de la SICAV	50, rue Basse L-7307 STEINSEL
N° Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg	R.C.S. B-22468
Forme juridique	Société d'Investissement à Capital Variable à compartiments multiples de droit luxembourgeois, soumise à la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.
Date de constitution et date de modification des statuts coordonnés	22 mars 1985, sous la dénomination « Fixed Income Transworld Fund » Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 novembre 2010
Date de publication de l'acte de constitution dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations et de la dernière version des statuts coordonnés	- 5 avril 1985 (acte de constitution) - dernière version des statuts coordonnés en date du 16.12.2010
Capital minimum	EUR 1.250.000
Devise de consolidation	EUR
Clôture de l'exercice social	31 décembre
Conseil d'Administration	Jaques BRUXER Administrateur Directeur Général SGI Management 4, rue de Castellane F-75008 PARIS Président Gérard de GANAY Administrateur Aurea Finance Company 48, rue Copernic F-75116 PARIS Jean BERTHON Président Fédération des Associations Indépendantes de Défense des Epargnants pour la Retraite (FAIDER) 36, avenue de Wagram F-75008 PARIS François SAINT-LEGER Gérant AGC Sàrl 101 rue du Bac

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

	F-75007 PARIS
	Henri de CROUY-CHANEL Administrateur Délégué Aurea Finance Company 50, rue Basse L-7307 Steinsel LUXEMBOURG
Dirigeants	Stéphanie WEISSE Directeur Aurea Finance Company 50, rue Basse L-7307 Steinsel LUXEMBOURG
	Joël BOON Directeur et Compliance Officer Aurea Finance Company 50, rue Basse L-7307 Steinsel LUXEMBOURG
Conseillers en Investissement	AUREA FINANCE COMPANY S.A. 50, rue Basse L-7307 Steinsel LUXEMBOURG
	Conseiller pour le compartiment «FIT FUND BOND»,
Domiciliataire	AUREA FINANCE COMPANY S.A. 50, rue Basse L-7307 Steinsel LUXEMBOURG
Banque Dépositaire	BANQUE DE LUXEMBOURG 14, boulevard Royal L-2449 LUXEMBOURG
Administration Centrale	BANQUE DE LUXEMBOURG 14, boulevard Royal L-2449 LUXEMBOURG
Agent de Transfert et Teneur de Registre	EUROPEAN FUND ADMINISTRATION S.A. 2, rue d'Alsace B.P. 1725 L-1017 LUXEMBOURG
Services Financiers	BANQUE DE LUXEMBOURG 14, boulevard Royal L-2449 LUXEMBOURG
Entités habilitées à recevoir les ordres de souscription, de remboursement et de conversion	EUROPEAN FUND ADMINISTRATION S.A. 2, rue d'Alsace B.P. 1725 L-1017 LUXEMBOURG

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

Réviseur d'Entreprises

AUREA FINANCE COMPANY S.A.
50, rue Basse
L-7307 Steinsel
LUXEMBOURG
DELOITTE AUDIT S.à.r.l.
560 Rue de Neudorf
L-2220 LUXEMBOURG

**Correspondant centralisateur et financier
en France**

BNP PARIBAS Securities Services SA
3 rue d'Antin
F-75002 PARIS

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

1. DESCRIPTION DE LA SICAV

FIT FUND est une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) à compartiments multiples de droit luxembourgeois, soumise à la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 portant transposition de la directive 2009/65/CE.

FIT FUND est une SICAV autogérée au sens des articles 27, 110, 111 et 112 de la loi du 17 décembre 2010.

Le fait que la SICAV soit inscrite sur la liste officielle établie par l'autorité de contrôle ne doit, en aucun cas et sous quelque forme que ce soit, être considéré comme une appréciation positive faite par l'autorité de contrôle de la qualité des titres offerts à la vente.

La sicav comporte actuellement un compartiment :

Dénomination du compartiment	Libellé en
- FIT FUND BOND	EUR

La politique d'investissement et les autres caractéristiques de chaque compartiment sont définies dans les fiches signalétiques des compartiments.

La SICAV a la possibilité de créer de nouveaux compartiments. Dans ce cas, le prospectus d'émission subira les ajustements appropriés.

La SICAV constitue une seule et même entité juridique. Les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment.

2. OBJECTIF DE LA SICAV

L'objectif de la SICAV est d'offrir aux actionnaires la possibilité de participer à une gestion professionnelle de portefeuilles de valeurs mobilières et/ou d'autres actifs financiers liquides ainsi qu'il est défini dans la politique d'investissement de chaque compartiment (voir fiches signalétiques des compartiments).

La diversification des portefeuilles qui composent les compartiments assure une limitation des risques inhérents à tout investissement, sans toutefois les exclure totalement. La SICAV ne pourra dès lors garantir la pleine réalisation de ses objectifs.

Les investissements de la SICAV seront effectués sous le contrôle et la responsabilité du Conseil d'Administration.

3. PLACEMENTS ELIGIBLES

1. Les placements de la SICAV sont constitués exclusivement de :
 - a. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire cotés ou négociés sur un marché réglementé ;
 - b. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché d'un Etat membre de l'Union Européenne, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

ouvert au public ;

- c. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs d'un Etat qui ne fait pas partie de l'Union Européenne ou négociés sur un autre marché d'un Etat qui ne fait pas partie de l'Union Européenne, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, pour autant que le choix de la bourse ou du marché ait été prévu par les statuts. Les statuts permettent d'investir sur toute bourse de valeurs et tout marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, établi dans un pays européen, africain, américain, asiatique ou de l'Océanie ;
- d. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis, sous réserve que
 - les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou à un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, soit introduite ;
 - l'admission soit obtenue au plus tard avant la fin de la période d'un an depuis l'émission ;
- e. parts d'OPCVM agréés conformément à la directive 2009/65/CE (« OPCVM ») et/ou d'autres OPC au sens de l'article 1^{er} paragraphe 2., points a et b de la directive 2009/65/CE, qu'ils se situent ou non dans un Etat membre de l'Union Européenne, à condition que :
 - ces autres OPC soient agréés conformément à une législation prévoyant que ces organismes sont soumis à une surveillance que la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF ») considère comme équivalente à celle prévue par la législation communautaire et que la coopération entre les autorités soit suffisamment garantie ;
 - le niveau de la protection garantie aux détenteurs de parts de ces autres OPC soit équivalent à celui prévu pour les détenteurs de parts d'un OPCVM et, en particulier, que les règles relatives à la division des actifs, aux emprunts, aux prêts, aux ventes à découvert de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire soient équivalentes aux exigences de la directive 2009/65/CE ;
 - les activités de ces autres OPC fassent l'objet de rapports semestriels et annuels permettant une évaluation de l'actif et du passif, des bénéfices et des opérations de la période considérée
 - la proportion d'actifs des OPCVM ou de ces autres OPC dont l'acquisition est envisagée, qui, conformément à leurs documents constitutifs, peut être investie globalement dans des parts d'autres OPCVM ou d'autres OPC ne dépasse pas 10% ;
- f. dépôts auprès d'un établissement de crédit remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à douze mois, à condition que l'établissement de crédit ait son siège statutaire dans un Etat membre de l'Union Européenne ou, si le siège statutaire de l'établissement de crédit est situé dans un pays tiers, soit soumis à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prévues par la législation communautaire ;
- g. instruments financiers dérivés, y compris les instruments assimilables donnant lieu à un règlement en espèce, qui sont négociés sur un marché réglementé du type visé aux points a), b) et c) ci-dessus ; et/ou instruments financiers dérivés négociés de gré à gré (« instruments dérivés de gré à gré »), à condition que :
 - le sous-jacent consiste en instruments relevant du présent point 1., en indices financiers, en taux d'intérêt, en taux de change ou en devises, dans lesquels la SICAV peut effectuer des placements conformément à ses objectifs d'investissement, tels qu'ils ressortent du présent prospectus ;

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

- les contreparties aux transactions sur instruments dérivés de gré à gré soient des établissements soumis à une surveillance prudentielle et appartenant aux catégories agréées par la CSSF ;
 - les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative de la SICAV, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur ;
- h. instruments du marché monétaire autres que ceux négociés sur un marché réglementé, pour autant que l'émission ou l'émetteur de ces instruments soient soumis eux-mêmes à une réglementation visant à protéger les investisseurs et l'épargne et que ces instruments soient :
- émis ou garantis par une administration centrale, régionale ou locale, par une banque centrale d'un Etat membre, par la Banque Centrale Européenne, par l'Union Européenne ou par la Banque Européenne d'Investissement, par un Etat tiers ou, dans le cas d'un Etat fédéral, par un des membres composant la fédération, ou par un organisme public international dont font partie un ou plusieurs Etats membres, ou
 - émis par une entreprise dont des titres sont négociés sur les marchés réglementés visés aux points a), b) ou c) ci-dessus, ou émis ou garantis par un établissement soumis à une surveillance prudentielle selon les critères définis par le droit communautaire, ou par un établissement qui est soumis et qui se conforme à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme au moins aussi strictes que celles prévues par la législation communautaire, ou
 - émis par d'autres entités appartenant aux catégories approuvées par la CSSF pour autant que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs qui soient équivalentes à celles prévues au premier, deuxième ou troisième tirets, et que l'émetteur soit une société dont le capital et les réserves s'élèvent au moins à dix millions d'euros (10.000.000 euros) et qui présente et publie ses comptes annuels conformément à la quatrième directive 78/660/CEE, soit une entité qui, au sein d'un groupe de sociétés incluant une ou plusieurs sociétés cotées, se consacre au financement du groupe ou soit une entité qui se consacre au financement de véhicules de titrisation bénéficiant d'une ligne de financement bancaire.
2. Toutefois la SICAV :
- a. peut placer ses actifs à concurrence de 10% au maximum dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire autres que ceux visés au point 1. du présent chapitre ;
 - b. peut acquérir les biens meubles et immeubles indispensables à l'exercice direct de son activité ;
 - c. ne peut pas acquérir des métaux précieux ni des certificats représentatifs de ceux-ci.
3. La SICAV peut détenir, à titre accessoire, des liquidités.

4. RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT

Les critères et restrictions doivent être respectés par chacun des compartiments de la SICAV, considéré isolément, à l'exception du point 5 de la présente section « Restrictions relatives à la prise de contrôle », qui s'applique à l'ensemble des compartiments.

Restrictions relatives aux valeurs mobilières et instruments du marché monétaire

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

1. a. La SICAV ne peut investir plus de 10% de ses actifs dans des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire émis par la même entité. La SICAV ne peut investir plus de 20% de ses actifs dans des dépôts placés auprès de la même entité. Le risque de contrepartie de la SICAV dans une transaction sur instruments dérivés de gré à gré ne peut pas excéder 10% de ses actifs lorsque la contrepartie est un des établissements de crédit visés au chapitre 3. point 1.f), ou 5% de ses actifs dans les autres cas.
 - b. La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire détenus par la SICAV auprès des émetteurs dans chacun desquels elle investit plus de 5% de ses actifs ne peut dépasser 40% de la valeur de ses actifs. Cette limite ne s'applique pas aux dépôts auprès d'établissements financiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et aux transactions sur instruments dérivés de gré à gré avec ces établissements.
 - c. Nonobstant les limites individuelles fixées au point 1.a., la SICAV ne peut combiner :
 - des investissements dans des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire émis par une seule entité,
 - des dépôts auprès d'une seule entité, et/ou
 - des risques découlant de transactions sur instruments dérivés de gré à gré avec une seule entité,qui soient supérieurs à 20% de ses actifs nets.
 - d. La limite prévue au point 1.a., première phrase, est portée à un maximum de 35% si les valeurs mobilières ou les instruments du marché monétaire sont émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne, par ses collectivités publiques territoriales, par un Etat tiers ou par des organismes publics internationaux dont un ou plusieurs Etats membres font partie.
 - e. La limite prévue au point 1.a., première phrase, est portée à un maximum de 25% pour certaines obligations, lorsque celles-ci sont émises par un établissement de crédit qui a son siège statutaire dans un Etat membre de l'Union Européenne et qui est légalement soumis à une surveillance spéciale des autorités publiques destinée à protéger les détenteurs d'obligations. En particulier, les sommes découlant de l'émission de ces obligations doivent être investies, conformément à la législation, dans des actifs qui, durant toute la période de validité des obligations, peuvent couvrir les créances résultant des obligations et qui, en cas de faillite de l'émetteur, seraient utilisés en priorité pour le remboursement du principal et le paiement des intérêts courus.

Lorsque la SICAV investit plus de 5% de ses actifs dans les obligations mentionnées au premier alinéa et émises par un seul émetteur, la valeur totale de ces investissements ne peut dépasser 80% de la valeur des actifs de la SICAV.
 - f. Les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire évoqués aux points 1.d. et 1.e. ne sont pas pris en compte pour appliquer la limite de 40% mentionnée au point 1.b.

Les limites prévues aux points 1.a., 1.b., 1.c., 1.d. et 1.e. ne peuvent être combinées ; par conséquent, les investissements dans des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire émis par la même entité, dans des dépôts ou dans des instruments dérivés effectués avec cette entité conformément aux points 1.a., 1.b., 1.c., 1.d. et 1.e. ne peuvent pas dépasser au total 35% des actifs de la SICAV.

Les sociétés qui sont regroupées aux fins de la consolidation des comptes, au sens de la directive 83/349/CEE ou conformément aux règles comptables internationales reconnues, sont considérées comme une seule entité pour le calcul des limites prévues dans le présent paragraphe.

La SICAV peut investir cumulativement jusqu'à 20% de ses actifs dans des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire d'un même groupe.
2. a. Sans préjudice des limites prévues au point 5., les limites prévues au point 1. sont portées à

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

20% au maximum pour les placements en actions et/ou en obligations émises par une même entité, lorsque, conformément aux statuts, la politique de placement de la SICAV a pour objet de reproduire la composition d'un indice d'actions ou d'obligations précis qui est reconnu par la CSSF, sur les bases suivantes :

- la composition de l'indice est suffisamment diversifiée ;
 - l'indice constitue un étalon représentatif du marché auquel il se réfère ;
 - il fait l'objet d'une publication appropriée.
- b. La limite prévue au point 2.a. est de 35% lorsque cela s'avère justifié par des conditions exceptionnelles sur les marchés, notamment sur des marchés réglementés où certaines valeurs mobilières ou certains instruments du marché monétaire sont largement dominants. L'investissement jusqu'à cette limite n'est permis que pour un seul émetteur.
3. **La SICAV peut investir selon le principe de la répartition des risques, jusqu'à 100% des actifs nets dans différentes émissions de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne, par ses collectivités publiques territoriales, par un Etat membre de l'O.C.D.E. ou par des organismes internationaux à caractère public dont fait partie un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne, à condition qu'elle détienne des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une même émission puissent excéder 30% du montant total.**

Restrictions relatives aux OPCVM et autres OPC

4. a. La SICAV peut acquérir les parts d'OPCVM et/ou d'autres OPC visés au chapitre 3. point 1.e., à condition de ne pas investir plus de 20% de ses actifs dans un même OPCVM ou autre OPC.
Pour les besoins de l'application de cette limite d'investissement, chaque compartiment de la SICAV est à considérer comme un émetteur distinct, à condition que le principe de la ségrégation des engagements des différents compartiments à l'égard des tiers soit assuré.
- b. Les placements dans des parts d'OPC autres que les OPCVM ne peuvent dépasser, au total, 30% des actifs de la SICAV.
Lorsque la SICAV a acquis des parts d'OPCVM et/ou d'autres OPC, les actifs de ces OPCVM ou autres OPC ne sont pas combinés aux fins des limites prévues au point 1.
- c. Lorsque la SICAV investit dans les parts d'autres OPCVM et/ou d'autres OPC qui sont gérés, de façon directe ou par délégation, par la même société de gestion ou par toute autre société à laquelle la société de gestion est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, ladite société de gestion ou l'autre société ne peut facturer de droits de souscription ou de remboursement pour l'investissement de la SICAV dans les parts d'autres OPCVM et/ou d'autres OPC.
- d. Lorsque la SICAV investit une part importante de ses actifs dans d'autres OPCVM et/ou d'autres OPC, les fiches signalétiques des compartiments concernés respectivement le "key investor information" renseignent le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être facturées à la fois à la SICAV elle-même et aux autres OPCVM et/ou d'autres OPC dans lesquels la SICAV entend investir. La SICAV indique dans son rapport annuel le pourcentage maximal des frais de gestion supportés tant au niveau de la SICAV qu'à celui des OPCVM et/ou d'autres OPC dans lesquels la SICAV investit.

Restrictions relatives à la prise de contrôle

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

5. a. La SICAV ne peut acquérir d'actions assorties du droit de vote et lui permettant d'exercer une influence notable sur la gestion d'un émetteur.
- b. La SICAV ne peut acquérir plus de :
- 10% d'actions sans droit de vote d'un même émetteur ;
 - 10% d'obligations d'un même émetteur ;
 - 25% des parts d'un même OPCVM et/ou autre OPC ;
 - 10% d'instruments du marché monétaire émis par un même émetteur.
- Les limites prévues aux deuxième, troisième et quatrième tirets peuvent ne pas être respectées au moment de l'acquisition si, à ce moment-là, le montant brut des obligations ou des instruments du marché monétaire, ou le montant net des titres émis, ne peut être calculé.
- c. Les points a) et b) ne sont pas d'application en ce qui concerne :
- les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne ou ses collectivités publiques territoriales ;
 - les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat qui ne fait pas partie de l'Union Européenne ;
 - les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire émis par des organismes internationaux à caractère public dont un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne font partie ;
 - les actions détenues par la SICAV dans le capital d'une société d'un Etat tiers à l'Union Européenne investissant ses actifs essentiellement en titres d'émetteurs ressortissants de cet Etat lorsque, en vertu de la législation de celui-ci, une telle participation constitue pour la SICAV la seule possibilité d'investir en titres d'émetteurs de cet Etat. Cette dérogation n'est cependant applicable qu'à la condition que la société de l'Etat tiers à l'Union Européenne respecte dans sa politique de placement les limites établies par les points 1., 4., 5.a. et 5.b. En cas de dépassement des limites prévues aux points 1. et 4., le point 6. s'applique mutatis mutandis ;
 - les actions détenues par une ou plusieurs sociétés d'investissement dans le capital des sociétés filiales exerçant uniquement au profit exclusif de celles-ci des activités de gestion, de conseil ou de commercialisation dans le pays où la filiale est située en ce qui concerne le remboursement de parts à la demande des porteurs.

Dérogations

6. a. La SICAV ne doit pas nécessairement se conformer aux limites prévues dans le présent chapitre lors de l'exercice de droits de souscription afférents à des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire qui font partie de leurs actifs. Tout en veillant au respect du principe de la répartition des risques, la SICAV nouvellement agréée peut déroger aux points 1., 2., 3. et 4. pendant une période de six mois suivant la date de son agrément.
- b. Si un dépassement des limites visées au point 6.a. intervient indépendamment de la volonté de la SICAV ou à la suite de l'exercice des droits de souscription, celui-ci doit, dans ses opérations de vente, avoir pour objectif prioritaire de régulariser cette situation en tenant compte de l'intérêt des participants.
- c. Dans la mesure où un émetteur est une entité juridique à compartiments multiples où les actifs d'un compartiment répondent exclusivement des droits des investisseurs relatifs à ce

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

compartiment et de ceux des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment, chaque compartiment est à considérer comme un émetteur distinct pour les besoins de l'application des règles de répartition des risques formulées aux points 1., 2. et 4.

Restrictions relatives aux emprunts, prêts et ventes à découvert

7. La SICAV ne peut emprunter, à l'exception :
 - a. d'acquisition de devises par le truchement d'un type de prêt face à face ("back to back loan") ;
 - b. d'emprunts jusqu'à concurrence de 10% de ses actifs nets, pour autant qu'il s'agisse d'emprunts temporaires ;
 - c. d'emprunts à concurrence de 10% de ses actifs nets, pour autant qu'il s'agisse d'emprunts devant permettre l'acquisition de biens immobiliers indispensables à la poursuite directe de ses activités ; dans ce cas, ces emprunts et ceux visés au point 7.b. ne peuvent, en tout état de cause, dépasser conjointement 15% des actifs nets de la SICAV.
8. Sans préjudice des pouvoirs d'investissement de la SICAV prévus au chapitre 3., la SICAV ne peut octroyer de crédit ou se porter garant pour le compte de tiers. Cette restriction ne fait pas obstacle à l'acquisition par la SICAV de valeurs mobilières, d'instruments du marché monétaire ou d'autres instruments financiers visés au chapitre 3. points 1.e., 1.g. et 1.h., non entièrement libérés.
9. La SICAV ne peut effectuer de ventes à découvert de valeurs mobilières, d'instruments du marché monétaire ou d'autres instruments financiers non entièrement libérés visés au chapitre 3. points 1.e., 1.g. et 1.h.

Restrictions relatives aux techniques et instruments dérivés

10. a. La SICAV est autorisée en outre à recourir aux techniques et instruments qui ont pour objet les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire aux conditions et dans les limites fixées par la CSSF pour autant que ces techniques et instruments soient employés aux fins d'une gestion efficace du portefeuille. Lorsque ces opérations concernent l'utilisation d'instruments dérivés, ces conditions et limites doivent être conformes aux dispositions de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.
En aucun cas, ces opérations ne doivent amener la SICAV à s'écarter de ses objectifs d'investissement.
- b. La SICAV veille à ce que le risque global lié aux instruments dérivés n'excède pas la Valeur Nette d'Inventaire totale de son portefeuille.
Les risques sont calculés en tenant compte de la valeur courante des actifs sous-jacents, du risque de contrepartie, de l'évolution prévisible des marchés et du temps disponible pour liquider les positions.
La SICAV peut, dans le cadre de sa politique d'investissement et dans les limites fixées au point 1.f. ci-dessus, investir en instruments financiers dérivés pour autant que, globalement, les risques auxquels sont exposés les actifs sous-jacents n'excèdent pas les limites d'investissement fixées au point 1. Lorsque la SICAV investit dans des instruments financiers dérivés fondés sur un indice, ces investissements ne seront pas combinés aux limites fixées au point 1. Lorsqu'une valeur mobilière ou un instrument du marché monétaire comporte un instrument dérivé, ce dernier doit être pris en compte lors de l'application des dispositions du présent point.

Restrictions relatives aux opérations de prêt sur titres

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

11. La SICAV peut s'engager dans des opérations de prêt sur titres dans le cadre d'un système standardisé de prêt organisé par un organisme reconnu de compensation de titres ou par une institution financière de premier ordre spécialisée dans ce type d'opérations, à condition de respecter les règles suivantes :
- en principe, la SICAV doit recevoir une garantie dont la valeur au moment de la conclusion du contrat de prêt est au moins égale à la valeur d'évaluation globale des titres prêtés. Cette garantie doit être donnée sous forme de liquidités et/ou de titres émis ou garantis par les Etats membres de l'OCDE ou par leurs collectivités publiques territoriales ou par les institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial, bloqués au nom de la SICAV jusqu'à l'expiration du contrat de prêt.
 - les opérations de prêt ne peuvent pas porter sur plus de 50% de la valeur d'évaluation globale des titres en portefeuille au cas où la SICAV ne serait pas en droit d'obtenir à tout instant la résiliation du contrat et la restitution des titres prêtés.
 - les opérations ne peuvent pas s'étendre au-delà d'une période de trente jours.

Restrictions relatives aux opérations à réméré

12. La SICAV peut s'engager dans des opérations à réméré qui consistent dans des achats et des ventes de titres dont les clauses réservent au vendeur le droit de racheter à l'acquéreur les titres vendus à un prix et à un terme stipulés entre les deux parties lors de la conclusion du contrat et pour autant que les contreparties soient des institutions financières de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations.
- Pendant la durée de vie d'un contrat d'achat à réméré, la SICAV ne peut pas vendre les titres qui font l'objet de ce contrat avant que le remboursement des titres par la contrepartie ne soit exercé ou que le délai de remboursement n'ait expiré ; la SICAV doit veiller à maintenir l'importance des opérations d'achat à réméré à un niveau tel qu'il lui soit à tout instant possible de faire face à son obligation de remboursement de ses propres actions.

Restrictions relatives aux opérations de mise ou de prise en pension de titres

13. La SICAV peut s'engager dans des opérations de mise ou de prise en pension de titres, dont les clauses réservent au vendeur le droit ou l'obligation de racheter à l'acquéreur les titres vendus à un prix et à un terme stipulés entre les deux parties lors de la conclusion du contrat et pour autant que les contreparties soient des institutions financières de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations.
- Pendant la durée d'un contrat de prise en pension de titres, la SICAV ne peut pas vendre les titres qui font l'objet de ce contrat ; la SICAV doit veiller à maintenir l'importance des opérations de prise en pension de titres à un niveau tel qu'il lui soit à tout instant possible de faire face à son obligation de remboursement de ses propres actions. A l'échéance d'un contrat de mise en pension, la SICAV doit avoir des liquidités suffisantes lui permettant d'assurer son obligation de remboursement des titres.

Restrictions relatives aux opérations de "repurchase" ou "repo"

14. La SICAV peut s'engager dans des opérations de "repurchase" ou "repo" qui consistent dans des opérations, dans lesquelles une partie "vendeur" convient de vendre à l'autre "acheteur" des titres contre paiement du prix d'achat par l'acheteur au vendeur, assorties d'un engagement ferme de l'acheteur de vendre au vendeur des titres équivalents à une date certaine ou à la demande, moyennant paiement du prix d'achat par le vendeur à l'acheteur.
- La SICAV peut agir comme acheteur ou vendeur dans des opérations de "repo".
- Les contreparties doivent être des institutions de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations.
- Pendant la durée de vie d'un contrat de "repo" où la SICAV agit en tant qu'acheteur, la SICAV ne peut pas vendre les titres qui font l'objet de ce contrat avant que le

remboursement des titres ne soit exercé par la contrepartie ou que le délai de remboursement n'ait expiré. La SICAV doit veiller à maintenir l'importance de ces opérations à un niveau tel qu'il lui soit à tout instant possible de faire face à son obligation de remboursement de ses propres actions. A l'échéance d'un contrat de "repo" où la SICAV agit en tant que vendeur, la SICAV doit avoir des liquidités suffisantes lui permettant d'assurer son obligation de remboursement des titres.

Restrictions relatives aux opérations de « buy/sell »

15. La SICAV peut s'engager dans des opérations de « buy/sell » pour lesquelles le vendeur convient de vendre l'obligation au comptant et de la racheter ultérieurement. Le prix de vente de l'obligation inclut les intérêts courus sur le coupon à la date de vente, et le prix de remboursement inclut ce montant initial et les intérêts du "repo".
Les opérations de « buy/sell » sont soumises aux mêmes conditions que celles applicables aux opérations de "repo".

5. RISK MANAGEMENT

La SICAV a mis en place un système de procédure de gestion des risques permettant de mesurer le risque des positions et leur contribution au risque global du portefeuille.

La méthode de détermination du risque global utilisée est la méthode par les engagements.

Cette méthode consiste à convertir les instruments financiers dérivés en positions équivalentes de l'actif sous-jacent.

Le risque global assumé par les compartiments de la SICAV ne peut pas dépasser 100 % des actifs nets.

6. GESTIONNAIRES

La SICAV peut confier, sous sa responsabilité et son contrôle, la gestion des actifs d'un ou de plusieurs compartiments de la SICAV à des Gestionnaires. Un Gestionnaire peut sous sa responsabilité et à ses propres frais, sous réserve des lois et réglementations luxembourgeoises en vigueur et sans qu'il en résulte une augmentation des frais de gestion, déléguer certaines tâches de gestion à un tiers (le « Sous-Gestionnaire ») pour autant que ce tiers soit autorisé à offrir ces services.

La dénomination et un descriptif des Gestionnaires et des Sous-Gestionnaires ainsi que la rémunération des Gestionnaires sont repris dans les fiches signalétiques des compartiments.

7. CONSEILLERS EN INVESTISSEMENTS

La SICAV peut se faire assister par un ou plusieurs Conseillers en Investissements dont l'activité consiste à conseiller la SICAV dans sa politique d'investissement et de placement.

La dénomination et un descriptif des Conseillers en Investissements ainsi que leur rémunération sont repris dans les fiches signalétiques des compartiments. La rémunération du Conseiller en Investissement peut inclure une commission de performance, dont l'applicabilité et le taux sont indiqués dans la fiche signalétique du compartiment.

8. BANQUE DEPOSITAIRE ET ADMINISTRATION CENTRALE

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

La BANQUE DE LUXEMBOURG a été désignée comme Banque Dépositaire et Administration Centrale par la SICAV aux termes d'un contrat conclu le 14 novembre 2005.

La BANQUE DE LUXEMBOURG, société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social 14, boulevard Royal, L-2449 LUXEMBOURG, est établie au Luxembourg depuis 1920.

En sa fonction de Banque Dépositaire et d'Administration Centrale, la Banque de Luxembourg remplit les obligations et devoirs tels que prévus par la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et les dispositions réglementaires en vigueur.

En sa fonction d'Administration Centrale, la BANQUE DE LUXEMBOURG, sous-traite partie de ses attributions, mais sous la responsabilité de la Banque, aux services de European Fund Administration S.A. ("EFA"), établie 2, rue d'Alsace, L-1017 LUXEMBOURG.

9. DESCRIPTION DES ACTIONS, DROITS DES ACTIONNAIRES ET POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Le capital de la SICAV est égal à la somme des actifs nets des différents compartiments.

Pour les compartiments actuellement offerts à la souscription, seules des actions de capitalisation peuvent être émises. Les actions de capitalisation, en principe, ne confèrent pas à leur détenteur le droit de toucher un dividende, mais la part lui revenant sur le montant à distribuer est capitalisée dans le compartiment dont ses actions de capitalisation relèvent.

10. ENTITES HABILITEES A RECEVOIR LES ORDRES DE SOUSCRIPTION, DE REMBOURSEMENT ET DE CONVERSION

Les entités suivantes sont habilitées à recevoir les ordres de souscription, de remboursement et de conversion pour le compte de la SICAV.

EUROPEAN FUND ADMINISTRATION S.A., Luxembourg
AUREA FINANCE COMPANY, Steinsel (Luxembourg)

11. SOUSCRIPTIONS, REMBOURSEMENTS ET CONVERSIONS

Les souscriptions, remboursements et conversions sont effectués conformément aux dispositions des statuts annexés au présent prospectus et tel que mentionné dans les fiches signalétiques des compartiments.

Les souscriptions, remboursements et conversions sont effectués dans la devise des compartiments considérés.

La SICAV n'autorise pas les pratiques associées au Market Timing et au Late Trading. La SICAV se réserve le droit de rejeter des ordres de souscription et de conversion provenant d'un investisseur que la SICAV suspecte d'employer de telles pratiques et de prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires pour protéger les autres investisseurs de la SICAV ; Souscription, remboursement et conversion sont toujours effectués à valeur inconnue.

La SICAV ne pourra pas être tenue de procéder un même jour ouvrable à un (ou des) rachat(s) représentant plus de 10% du total des actifs d'un compartiment au Jour d'évaluation. Si un quelconque jour ouvrable la SICAV reçoit des demandes de rachat pour plus de 10% des actions, elle pourra décider que lesdits rachats seront exécutés au plus tard le septième (7ème) jour ouvrable suivant une telle demande. Le jour ouvrable en question, les demandes de rachat ainsi repoussées seront traitées par priorité à d'autres demandes de rachats survenues par la suite.

12. DEFINITION ET CALCUL DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE

La valeur nette d'inventaire de chaque compartiment, qui est la valeur de l'actif net par action de chaque compartiment de la SICAV, est déterminée conformément aux articles 12 et 13 des statuts qui prévoient que ce calcul aura lieu au moins deux fois par mois.

Actuellement il est prévu pour le compartiment «BOND» que le calcul aura lieu chaque vendredi ouvrable bancaire à Luxembourg ou, si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, le premier jour ouvrable bancaire à Luxembourg suivant (le « Jour d'Evaluation »), en se basant sur les cours de clôture des marchés de la veille.

Pour chaque compartiment, la valeur est calculée en divisant la valeur des avoirs nets du compartiment de la SICAV par le nombre total des actions du compartiment en circulation à cette date et en arrondissant pour chaque action le montant obtenu au centime le plus proche.

La Valeur Nette d'Inventaire d'une action, quel que soit le compartiment et la classe d'actions au titre desquels elle est émise, sera déterminée dans la devise respective de la classe d'actions.

La valeur de l'actif net d'un compartiment est égale à la différence entre l'actif brut et la passif exigible dudit compartiment de la SICAV. Pour la détermination de l'actif net, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au jour le jour. La valeur des titres détenus à la fin de chaque jour d'évaluation est déterminée conformément à l'article 12 des statuts de la SICAV qui fixent, entre autres, pour la détermination de cette valeur, les principes suivants :

- a) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et des billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance et non encore touchés est constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf toutefois s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être encaissée ; dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant un tel montant que la Société estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.
- b) La valeur de toutes valeurs mobilières et instruments du marché monétaire qui sont cotées ou négociées à une bourse est déterminée suivant leur dernier cours de clôture disponible.
- c) La valeur de toutes valeurs mobilières et instruments du marché monétaire qui sont négociés sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public est déterminée suivant le dernier cours de clôture disponible.
- d) Les instruments du marché monétaire et titres à revenu fixe pourront être évalués sur base du coût amorti, méthode qui consiste après l'achat à prendre en considération un amortissement constant pour atteindre le prix de remboursement à l'échéance du titre.
- e) La valeur des titres représentatifs de tout organisme de placement collectif sera déterminée suivant la dernière Valeur Nette d'Inventaire officielle par part ou suivant la dernière Valeur Nette d'Inventaire estimative si cette dernière est plus récente que la Valeur Nette d'Inventaire officielle, à condition que la Sicav ait l'assurance que la méthode d'évaluation utilisée pour cette estimation est cohérente avec celle utilisée pour le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire officielle.
- f) Dans la mesure où les valeurs mobilières en portefeuille au Jour d'Evaluation ne sont cotées ou négociées ni à une bourse, ni sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public ou au cas où, pour des valeurs cotées et négociées en bourse ou à un tel autre marché, le prix déterminé suivant les alinéas b) et c) n'est pas représentatif de la valeur réelle de ces valeurs mobilières, l'évaluation se base sur la valeur probable de réalisation, laquelle sera estimée avec prudence et bonne foi.
- g) Les valeurs exprimées en une autre devise que celle des compartiments respectifs sont converties au dernier cours moyen connu.

La valeur d'actif net par action et le prix d'émission et de rachat peuvent être obtenus au siège de la SICAV à chaque jour d'évaluation.

13. FISCALITE DE LA SICAV ET DES ACTIONNAIRES

Aux termes de la législation en vigueur, la SICAV n'est assujettie à aucun impôt luxembourgeois. Elle est cependant soumise à une taxe d'abonnement dont le taux annuel est précisé dans la fiche signalétique de chaque compartiment, payée trimestriellement sur la base des actifs nets de la SICAV au dernier jour de chaque trimestre. Les actifs nets investis en OPC qui sont déjà soumis à la taxe d'abonnement prévue par l'article 108 de la loi modifiée du 30 mars 1988 respectivement par l'article 174 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, sont exonérés de la taxe d'abonnement.

La SICAV subira dans les différents pays les retenues d'impôt à la source éventuellement applicables aux revenus, dividendes et intérêts, de ses investissements dans ces pays, sans que celles-ci puissent nécessairement être récupérables.

Enfin, elle peut être également soumise aux impôts indirects sur ses opérations et sur les services qui lui sont facturés en raison des différentes législations en vigueur.

Les paiements de dividendes ou du prix de remboursement en faveur des actionnaires peuvent être soumis au prélèvement d'une retenue à la source conformément aux dispositions de la directive européenne 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts.

Cette retenue à la source sur les paiements d'intérêts s'élève à 35 % depuis le 1er juillet 2011.

La SICAV recommande aux actionnaires potentiels de se renseigner et, si besoin en est, de se faire conseiller au sujet des lois et réglementations relatives à la souscription, l'achat, la détention, le remboursement et la vente d'actions dans leur pays d'origine, de résidence et de domicile.

14. RAPPORTS FINANCIERS

La SICAV publie à la fin de chaque exercice un rapport annuel vérifié par le Réviseur d'Entreprises agréé et à la fin de chaque semestre, au 30 juin, un rapport semi-annuel non révisé.

Ces rapports financiers peuvent contenir entre autres des états financiers distincts établis pour chaque compartiment. La devise de consolidation est l'euro.

15. INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

La Valeur Nette d'Inventaire, le prix d'émission, le prix de remboursement et de conversion de chaque classe d'actions sont disponible chaque jour ouvrable bancaire à Luxembourg au siège social de la SICAV.

Les modifications aux statuts de la SICAV sont publiées au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg.

Les avis de convocation aux Assemblées Générales des actionnaires sont publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations et dans un journal à diffusion nationale à Luxembourg et dans un ou plusieurs journaux distribués dans les autres pays où les actions de la SICAV seront offertes à la souscription.

Les autres avis aux actionnaires sont publiés dans un journal à diffusion nationale à Luxembourg et dans un ou plusieurs journaux distribués dans les pays où les actions de la SICAV seront offertes à la souscription.

Les documents suivants sont tenus à disposition du public :

- le prospectus d'émission et les statuts de la SICAV
- le "key investor information" de la SICAV
- les rapports financiers de la SICAV.

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

Une copie des conventions conclues avec la Banque Dépositaire et l'Administration Centrale, les Gestionnaires et Conseillers en Investissements de la SICAV peut être consultée au siège social de la SICAV.

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

FIT FUND BOND

PRESENTATION DE LA SICAV

Date de constitution	> 22 mars 1985
Pays d'Immatriculation	> Luxembourg
Forme Juridique	> Sicav à compartiments multiples
Durée	> Illimitée
Promoteur	> SGI MANAGEMENT, Paris
Co-Promoteur	> AUREA FINANCE COMPANY S.A., Steinsel
Conseiller en Investissements	> AUREA FINANCE COMPANY S.A., Steinsel
Banque Dépositaire et Administration Centrale	> BANQUE DE LUXEMBOURG, S.A., Luxembourg
Sous-traitant de l'Administration Centrale	> EUROPEAN FUND ADMINISTRATION, S.A., Luxembourg
Réviseur d'entreprises	> DELOITTE AUDIT S.à.r.l., Luxembourg
Autorité de Surveillance	> COMMISSION DE SURVEILLANCE DU SECTEUR FINANCIER, Luxembourg

PRESENTATION DU COMPARTIMENT

Code ISIN	> LU0011842969 (CAPITALISATION)
Cotation en bourse de Luxembourg	> Oui

POLITIQUE DE PLACEMENT

Objectifs du compartiment	> Le but du fonds est de fournir aux investisseurs une possibilité de placement dans un portefeuille de titres diversifiés, composés essentiellement de valeurs à revenu fixe, à une échelle internationale, dans une optique d'appréciation du capital à long terme. Sauf dans les cas où le Conseil d'Administration, en déciderait autrement il ne sera pas envisagé de distribution.
Politique d'investissement	> Pour atteindre l'objectif fixé, le fonds effectuera des investissements en tenant essentiellement compte des risques politiques et géographiques, de l'évolution respective des marchés financiers mondiaux, de celle des taux d'intérêt dans les différents pays et de l'appréciation relative des monnaies. La politique de placement du fonds sera principalement axée sur les valeurs mobilières à revenu fixe. Le fonds pourra en outre investir ses avoirs en obligations convertibles ou avec warrants, en actions privilégiées, actions privilégiées convertibles actions ordinaires ou tous autres titres négociables, et en particulier en titres qui sont émis ou garantis par les différents Etats membres de l'OCDE.
Recours à des produits dérivés	> Le compartiment n'aura pas recours à des produits dérivés à des fins autres que de couverture.
Méthode de gestion des risques	> Approche par les engagements conformément à la circulaire CSSF 11/512.
Devise de référence	> EUR
Profil de risques	> Classification de risques : 2 (1= très faible, 5=très élevé) La valeur nette d'inventaire du compartiment sera calculée sur base de la valeur de

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

marché des obligations faisant partie du portefeuille.

La valeur des obligations dépendra de la fluctuation des taux d'intérêt et de la perception du risque par les marchés financiers.

Profil de l'investisseur

- > Horizon d'investissement: >3 ans

Le compartiment convient à des investisseurs qui souhaitent investir dans un produit d'épargne visant une protection du capital et qui sont à la recherche d'un rendement supérieur à celui d'un placement monétaire.

L'investisseur doit être prêt à accepter des pertes à court terme modérées dues à des fluctuations des cours des obligations.

DROITS D'ENTREE, DE SORTIE ET DE CONVERSION

Droit d'entrée > Max. 3,5% au profit de l'agent placeur.

Droit de sortie > Max. 1% au profit du compartiment sortant.

Droit de conversion > Max. 1% au profit du compartiment sortant.

FRAIS A CHARGE DU COMPARTIMENT

Commission de conseil > 1% p.a., basée sur l'actif net moyen du compartiment durant le trimestre en question, et payable trimestriellement.

Le Conseiller en Investissement peut en outre prétendre à une prime de performance à charge du Fonds équivalent à 2% de l'accroissement des avoirs nets totaux par an. Cet accroissement correspond à la différence entre d'une part l'avoir net à la fin d'un exercice, augmenté de la somme des remboursements d'actions et diminué de la somme des souscriptions d'actions effectués durant l'exercice en question, et d'autre part l'avoir net total à la fin de l'exercice précédent.

Autres Commissions et Frais > Le Conseiller prend à sa charge tous les autres frais d'exploitation du compartiment, y compris les émoluments et certaines dépenses des administrateurs, les Commissions de Banque Dépositaire, d'Administration Centrale de l'Agent Domiciliaire, des réviseurs d'entreprises, des conseillers juridiques, ainsi que les coûts de l'impression et de la distribution des rapports annuels et semestriels et du prospectus, tous les impôts, taxes, contributions et charges sur les sociétés payables par le Compartiment et les frais d'enregistrement du Compartiment et du maintien de cet enregistrement auprès des autorités de contrôle et des bourses, à l'exception des frais de courtage et des frais sur transactions.

Si le total des autres commissions et frais repris ci-dessus devait excéder 1% par an de la moyenne des actifs nets annuels du fait de l'application de minima convenues pour certains frais (notamment la commission d'agent administratif et les commissions annuelles type CSSF, AMF, Bourse de Luxembourg...), le Conseiller en Investissement est en droit de mettre à charge l'excédent au Compartiment dans la limite de dix mille euros (10 000€) par trimestre.

REGIME FISCAL

Fiscalité de la sicav > Aucun droit, ni impôt payable à Luxembourg, à l'exception :

- d'une taxe d'abonnement de 0,05% par an (Exonération des actifs nets investis en OPC déjà soumis la taxe d'abonnement).

Fiscalité des actionnaires > Il est conseillé à l'actionnaire de consulter son conseiller fiscal au sujet des lois et réglementations dans son pays d'origine, de résidence et de domicile.

FIT FUND
SICAV à compartiments multiples
de droit luxembourgeois

COMMERCIALISATION DES ACTIONS

- Souscription, remboursement et conversion** > Les ordres de souscription, de remboursement et de conversion réceptionnés un jour ouvrable à Luxembourg avant 17h00 sont décomptés sur base de la Valeur Nette d’Inventaire du premier Jour d’Evaluation suivant moyennant application des droits prévus ci-avant. Les souscriptions et les remboursements doivent être libérés au plus tard trois jours ouvrables suivant la date de calcul de la Valeur Nette d’Inventaire.
- Forme/Classes des Actions** > A la date du présent prospectus, seules des actions de capitalisation sont émises.
- Les actions de capitalisation ne confèrent pas à leur détenteur le droit de toucher un dividende. La part lui revenant sur le montant à distribuer est capitalisée dans le compartiment dont ces actions de capitalisation relèvent.
- Les actions sont émises sous forme de certificats au porteur ou nominatifs.
- Les actions peuvent être émises en fractions jusqu’au millième d’une action, en titres unitaires ou être représentées par des certificats collectifs qui, pour les certificats au porteur, portent sur 10, 100 ou 1000 actions. Les parts fractionnées au porteur ne peuvent pas être livrées physiquement et resteront en dépôt à la Banque Dépositaire sur un compte titres à ouvrir à cet effet. Le droit de vote ne peut être exercé que pour un nombre entier d’actions.
- Jour d’évaluation** > Chaque vendredi ouvrable bancaire à Luxembourg ou, si celui est férié, le jour ouvrable bancaire à Luxembourg suivant, en se basant sur les cours de clôture des marchés de la veille.
- Publication de la VNI** > Les Valeurs Nettes d’Inventaire sont disponibles au siège social de la SICAV, ainsi qu’à la Bourse de Luxembourg.

PERSONNES DE CONTACT

- Souscriptions, remboursements et conversions** > EFA – REGISTRE
Tél. +352 48 48 80-831
Fax +352 48 65 61-8002
- Demande de documentation** > BANQUE DE LUXEMBOURG
14 Boulevard Royal
L-2449 LUXEMBOURG
- AUREA FINANCE COMPANY S.A.
50, Rue Basse
L-7307 Steinsel, LUXEMBOURG